

## En Chine, la classe moyenne a besoin d'être rassurée

par Jean-Louis Rocca

Le Monde diplomatique

À l'aube du XXe Congrès du Parti communiste chinois (PCC), une ombre plane au-dessus de la Chine : celle de la classe moyenne. Cette dernière fut au cœur du grand virage amorcé dans les années 1990 et elle reste au centre des défis actuels. Les centaines de millions de Chinois qui la composent (entre 350 et 700 millions selon les critères et les estimations) **ont profité des réformes, accédé à l'université et à des emplois bien rémunérés, assuré éducation et confort à leur enfant unique et accumulé du patrimoine immobilier**. 87 % des ménages sont propriétaires d'un appartement et 20 % en possèdent plusieurs. Ils ont aussi profité d'une consommation débridée mais standardisée, d'un style de vie nouveau, mais au prix d'une compétition de tous contre tous...

Ils sont censés jouer un rôle central dans la stratégie économique définie par le Parti quelques années avant l'accession au pouvoir de M. Xi Jinping en 2012 : diminuer la part des investissements étrangers et celle des industries d'exportation de produits à faible valeur ajoutée dans l'économie et accroître celles de la demande intérieure, de la haute technologie et de la finance. Qui peut tirer la croissance par sa consommation et occuper les emplois très qualifiés dont l'économie chinoise a besoin, si ce n'est cette classe moyenne ?

Elle est également censée servir de modèle aux classes populaires, c'est-à-dire aux paysans. Pour l'heure, il y a une adéquation presque parfaite entre classe moyenne et classe urbaine : celle qui peut profiter des nouvelles occasions en matière d'éducation, d'emplois et d'accumulation patrimoniale. Néanmoins, la seule façon d'en élargir les contours est d'y incorporer les travailleurs-paysans (*mingong*) qui se sont rués dans les villes pour servir de main-d'œuvre au « miracle chinois ». Encore faut-il « civiliser » ces masses, c'est-à-dire, dans la logique du pouvoir, les initier au bon comportement, au bon goût, à la civilité. C'est la mission assignée à la classe moyenne, par le discours officiel et le système éducatif.

**Elle doit également donner le bon exemple politique.** Elle est légitime à protester mais dans la modération. Elle est invitée à participer au processus continu d'amélioration du « système légal », à condition de ne pas remettre en cause le système politique. Elle doit donc se comporter de manière à la fois progressiste — en faveur de la modernisation — et conservatrice — afin de maintenir la stabilité.

« Restons couchés »

Ce rêve se heurte aux difficultés économiques actuelles, aux contradictions de la société et à l'apparition d'autres imaginaires sociaux. Le phénomène s'observe dès le début des années 2000, même si la pandémie l'a accentué.

Les revenus n'augmentent plus, mais les charges s'accroissent. Les prix de l'immobilier ont explosé depuis la fin des années 1990, obligeant les jeunes à s'endetter ou les parents à vendre un appartement, quand ils le peuvent, pour financer ce premier achat. Les frais de scolarité des enfants s'accumulent pour payer l'école (mais aussi les cours extrascolaires, malgré leur interdiction) et pour se

loger dans les quartiers offrant de bons établissements scolaires, ce qui renchérit d'autant les projets immobiliers. Le coût de la santé a, lui aussi, fortement augmenté.

Alors que, depuis l'ouverture des années 1990, s'était installée l'idée que chaque génération allait continuer à profiter d'une situation meilleure que la précédente, la croyance dans une croissance perpétuelle du niveau de vie, ou pour le moins dans la reproduction sociale des statuts, disparaît. Chacun se sent pris dans une spirale infernale de dépenses et de dettes, remettant en question tout sentiment de sécurité.

La classe moyenne ne se contente pas d'exprimer son angoisse dans la sphère privée. Elle la partage sur les réseaux sociaux et mène parfois des actions collectives. Récemment, plusieurs mouvements d'opinion sont apparus qui, tous, revendiquent une rupture avec les normes et les valeurs de réussite sociale à tout prix, de compétition permanente et de culte du travail. Le plus célèbre, « Restons couchés » (Tangping), rappelant le célèbre « droit à la paresse », préconise de se retirer du jeu social, de travailler juste ce qu'il faut pour survivre, de ne pas se marier, de ne pas avoir d'enfants et de profiter de la vie.

Certes, la question de la « classe moyenne » ne sera pas inscrite telle quelle dans l'agenda du Congrès. Mais elle sera présente dans tous les esprits et abordée dans tous les débats. Que ce soient les défis du développement économique, la lutte contre les inégalités, la « prospérité commune », la stabilité sociale, les « prospères » sont au centre des préoccupations du pouvoir.

Ces mécontentements n'annoncent pas pour autant une prochaine révolution ou une imminente déstabilisation du régime. Il n'existe aucun signe de remise en cause de la mainmise du PCC au nom d'une autre construction politique. Est-ce que le contrat social actuel — une Chine puissante et prospère contre le maintien du parti unique — serait mieux assuré par une forme de démocratie de marché ? On peut en douter : les mouvements d'opinion et de protestation reflétant l'angoisse de la classe moyenne visent plus la société capitaliste que le régime.

**Jean-Louis Rocca**

*Sociologue, auteur de *Class and the Chinese Communist Party. A Hundred Years of Social Change*, Routledge, Londres, 2022.*